

Reintégration de la France au sein de l'OTAN et le projet du Livre blanc sur la Défense: commentaires des experts français

20/06/2008 13:19

Jean-Pierre Maulny

Directeur adjoint de l'IRIS (Institut de Relations Internationales et Stratégiques)

Ce qu'il faut savoir, c'est que la France est déjà à 90% dans l'OTAN, donc quand on dit que l'on va réintégrer la structure militaire de l'OTAN, en fait on ne va réintégrer que deux organismes, qui sont le comité des plans de défense d'une part et, de l'autre, la chaîne de commandement permanente. J'ai envie de dire que, techniquement parlant, ce n'est pas une décision extrêmement importante. Politiquement parlant, en revanche, ce n'est pas la même chose. Officiellement, ce retour dans la structure militaire de l'OTAN est justifié par le fait que nos partenaires européens nous demanderaient ce retour dans le commandement militaire intégré comme gage pour pouvoir faire avancer l'Europe de la défense. C'est l'idée selon laquelle le fait que la France ne soit pas dans le commandement militaire intégré laisserait soupçonner que la France veut construire la politique européenne de sécurité et de défense contre l'OTAN. Donc, ce serait un gage qui serait donné à nos partenaires. Et donc, une des conditions à ce retour dans le commandement militaire intégré serait qu'il y aurait une avancée par rapport à la construction de l'Europe de la défense. C'est un point de vue. Mais, autre point de vue, certains considèrent qu'en fait, d'une part on a donné tous les gages possibles par rapport à ce retour dans l'OTAN et que donc, sachant que l'on a donné tous ces gages, avec également le déploiement de troupes en Afghanistan, il est peu probable que les Européens d'une part et les Américains de l'autre cèdent véritablement des contreparties en matière de progression de l'Europe de la défense. Il est certain également que le fait que l'Irlande ait voté "non" au traité de Lisbonne ne va pas faciliter la tâche de la France pour faire progresser l'Europe de la Défense. Dernier point, il y en a un certain nombre qui considèrent en fait que c'est une forme d'alignement sur les Etats-Unis et également une forme de renoncement justement à l'Europe de la défense. Pour résumer, pratiquement aucune importance sur le plan technique car ce n'est vraiment pas une décision majeure, en revanche l'interprétation politique est importante et les interprétations politiques divergent.

Etienne de Durand, chercheur à l'IFRI, spécialiste des questions stratégiques et militaires.

Ce projet apparaît dans le Livre blanc, mais il faut bien comprendre que c'était en route avant même le Livre blanc. C'était l'une des premières priorités du Président Sarkozy. Fondamentalement, il n'y a pas nécessairement un changement profond de politique, il n'y a pas nécessairement un changement complet d'objectif. C'est plutôt un ajustement de tactique. L'idée, c'est que l'on n'a pas pu développer l'Europe de la défense ces dernières années, pas comme on aurait dû, parce que un certain nombre d'Européens en particulier, et les Américains aussi, c'est vrai, mais un certain nombre d'Européens, comme les Britanniques ou les Néerlandais, par exemple, ont toujours éprouvé une grande méfiance vis-à-vis du projet français d'Europe de la défense, parce qu'il était perçu comme une espèce d'anti-OTAN, comme un contre-projet à l'OTAN, si vous voulez. L'idée, c'est que, au lieu de faire de l'obstruction au sein de l'OTAN pour essayer de faire avancer l'Europe de la défense, au lieu de les poser, en fait, en concurrence, on va essayer de faire avancer les deux en même temps. On va jouer le jeu de l'OTAN, et c'est pour ça qu'on réintègre le dispositif militaire intégré, et j'en dirai quelques mots dans quelques instants, on réintègre, pour montrer notre bonne foi, en particulier à nos alliés européens, avec l'espoir que de leur côté ils seront également de bonne foi sur l'Europe de la défense. Voilà. C'est présenté comme un pas pour faire avancer l'Europe de la défense. Je pense que c'est vrai. Je ne dis pas que ça marchera. Là, je vous donne l'explication officielle, si vous voulez, la démarche.

Je voudrais dire aussi un mot, et là, c'est mon analyse. Il faut être conscient que la France a déjà très largement rejoint le dispositif militaire intégré de l'OTAN depuis plusieurs années, suite à la coopération que l'on a eue, quasiment quotidiennement, avec l'OTAN sur un certain nombre de théâtres extérieurs. Avec, en particulier, la Bosnie. Et aussi le Kosovo. La coopération militaire quotidienne est déjà très développée avec l'OTAN depuis plus d'une dizaine d'années. Donc c'est un geste avant tout symbolique et politique. D'un point de vue militaire opérationnel, cela ne va pas changer grand-chose. Cela voudra dire qu'il y aura un peu plus de postes pour les officiers français, à terme, dans les états-majors de l'OTAN. C'est tout. Alors maintenant, est-ce que cela va marcher ou pas, c'est très difficile à dire. Personnellement, je suis un petit peu sceptique. Je pense que la position que l'on avait était finalement une position finalement assez avantageuse, puisqu'on était à la fois "in et out". Je pense que le timing n'est pas bien choisi, parce que l'administration Bush est une administration finissante, et que Gordon Brown lui-même n'est pas vraiment en très bonne position, politiquement, aujourd'hui. Donc, je ne suis pas certain que le geste français sera suivi d'effet de l'autre côté. Je me demande dans quelle mesure ce geste n'était pas un peu prématuré, quoi qu'on en pense sur le fond. Par rapport aux objectifs qui sont ceux de Sarkozy, je le répète. C'est vraiment de la tactique diplomatique, en quelque sorte.

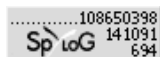
Est-ce que cela va avoir des implications sur l'Europe de l'Est? Est-ce que cela va avoir des implications sur les relations avec la Russie? Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'au départ Nicolas Sarkozy n'a pas la proximité avec Poutine, et plus généralement avec la Russie, que pouvait avoir Chirac. Il y a évidemment une différence de personne, une différence de perspective qui va jouer. Cela ne veut pas du tout dire, nécessairement, que désormais la France s'alignera systématiquement sur les positions américaines ou même les positions de la majorité des membres de l'OTAN. Je vous

donne un exemple : le récent sommet de Bucarest. Il était clair que les Français étaient du côté des Allemands, et pas du tout dans le camp des Américains pour ce qui est de l'accession de l'Ukraine et de la Géorgie au Partnership Action Plan. On n'est pas "très chaud", si vous voulez, en France. Le remplacement de Chirac par Sarkozy n'a pas vraiment changé la donne. Je ne pense pas que c'est cela qui entraînera, en tant que tel, un changement de la politique française à l'égard de la Russie. Il peut y avoir des changements à l'égard de la Russie, mais ça ne sera pas, en tant que tel, produit par la réintégration complète dans le dispositif militaire intégré. Et elle ne sera d'ailleurs pas véritablement complète, puisque le nucléaire militaire français restera en dehors, par exemple.

СГСГС·Р»РсРё ПїРс С,РµРјРµ

19:50 20/06/2008

ОТАН: l'adhГ©sion de la ГГ©orgie amГ©liorera les rapports Moscou-Tbilissi (vice-premier ministre)



© 2005 RIA Novosti